

RICHARD COOPER

Professeur d'économie à l'université d'Harvard

C'est là un sujet très vaste à couvrir dans le temps imparti. J'aimerais me concentrer sur cinq aspects. Le premier, légèrement technique, porte sur la mesure de la pauvreté. Il est devenu courant d'utiliser le coefficient Gini pour mesurer les inégalités. Ce coefficient certes très intelligent reste toutefois un chiffre unique, et les inégalités sont en règle générale bien plus compliquées à saisir que par le biais d'un simple chiffre, qui écarte par conséquent des informations très importantes.

Deux pays peuvent enregistrer le même coefficient Gini, soit le même degré d'inégalité mesuré d'une manière donnée, et révéler pourtant des situations très différentes. Par exemple, l'un d'eux peut recenser une inégalité traditionnelle par décile de revenu. L'autre peut recenser une fracture ville-campagne, avec des revenus relativement égaux dans le secteur urbain et dans le secteur rural, mais avec un secteur rural suffisamment étendu pour que le coefficient Gini soit aussi élevé que dans le premier cas. Je me contenterai donc de formuler un avertissement : attention aux mesures que nous utilisons.

Deuxième point : nous vivons une époque paradoxale. Une augmentation des inégalités dans chaque pays, accompagnée de leur diminution à l'échelle globale, est tout à fait rationnelle – et correspond d'ailleurs à une réalité. Comment est-ce possible ? Tout simplement parce que les pays pauvres très peuplés comme la Chine et l'Inde croissent bien plus rapidement que les pays riches. Si on adopte une perspective globale, on voit que les inégalités ont diminué depuis 30 ans, alors même que, dans la plupart des pays individuels pour lesquels nous disposons de mesures, celles-ci se sont creusées. Qu'est-ce qui nous importe le plus ? Les deux, car les deux aspects sont tout aussi importants et significatifs. Mais ce paradoxe suggère un besoin d'affiner notre approche à l'heure où nous réfléchissons à nos politiques et à nos objectifs.

Troisième point : j'ai remarqué une tendance de la parole publique à confondre inégalités et pauvreté. Il s'agit pourtant de deux choses bien distinctes. Par pauvreté, j'entends la pauvreté absolue, en m'appuyant sur la mesure de la Banque mondiale de 1,25 dollar US par jour ou 2 dollars US par jour à parité de pouvoir d'achat. Je n'ai rencontré personne favorable à la pauvreté. C'est un fléau que nous voulons tous éradiquer pour que chacun ait un choix réel dans sa vie, pour lui et pour ses enfants. Les inégalités sont en revanche un phénomène bien plus complexe que la pauvreté et nous devons nous efforcer de pratiquer une analyse bien distincte.

Quatrième point : dès qu'on constate un changement important de politique en faveur d'une plus grande croissance, une augmentation des inégalités est inévitable. Prenons par exemple la fin du communisme en Europe de l'Est il y a une vingtaine d'années, ou le changement radical de politique économique opéré en Chine. Comment expliquer ce phénomène ? Les individus se positionnent différemment pour tirer profit des nouvelles opportunités qui leur sont désormais proposées, et qui ne l'étaient pas auparavant. Certains ont plus de talent, ou plus d'entregent politique. Peut-être même ont-ils simplement eu la chance de se trouver au bon endroit au bon moment.

Chaque fois que le monde avance vers un système plus orienté vers le marché, les inégalités s'accroissent. Cela ne dure pas éternellement, mais au moins à l'échelle d'une décennie ou plus. C'est notamment le cas quand le niveau d'inégalités est très inférieur dans la situation initiale, à l'instar des pays communistes en Europe de l'Est, par exemple. Nous savons tous que la réalité était qu'une quantité considérable de privilèges existait dans ces pays, mais que ces privilèges spéciaux n'étaient pas pris en compte par nos mesures habituelles des inégalités.

Dernier point, enfin, qui concerne nos valeurs. Je suis conscient que chacun porte des valeurs différentes en matière d'inégalités. Certains pensent que les inégalités sont en soi une mauvaise chose. Je ne suis pas d'accord. Je pense qu'il existe des raisons parfaitement légitimes pour justifier les inégalités et des raisons illégitimes de croissance des inégalités. J'aimerais ici en faire la distinction.

Dans un système orienté vers le marché, on observe des célébrités de tous types, qu'il s'agisse de stars de cinéma, de chanteurs de rock ou d'opéra, d'écrivains populaires ou de joueurs de baseball très talentueux. Ils ont des revenus élevés parce qu'il y a des milliers, parfois des millions, de gens prêts à payer pour venir les écouter, les admirer ou pour lire leurs œuvres. Ils méritent leurs revenus. D'un autre côté, on observe des personnes qui gagnent un niveau équivalent de richesse ou de revenu ou qui ont forgé leur fortune par le biais de connexions politiques, par exemple dans un système où le favoritisme politique permet des accumulations de richesses relativement étonnantes. Cela peut inclure ou non de la corruption, au sens le plus strict du terme.

L'héritage peut également générer des inégalités de revenus impressionnantes. Il existe par conséquent des raisons très différentes qui expliquent les inégalités. J'aime identifier ces raisons et penser la politique non pas en fonction des inégalités en tant que telles mais en fonction des sources illégitimes de ces inégalités. Car à mes yeux, les raisons sont l'aspect essentiel.

Susan Liataud, Visiting scholar au Stanford Center of Philanthropy and Civil Society ; fondateur de Susan Liataud & Associates Limited (SLA)

Pouvons-nous creuser un peu la question des raisons légitimes et illégitimes ? Quelle que soit la manière dont on classe ces raisons, les répercussions négatives des inégalités subsistent, c'est précisément ce que nous évoquons avec l'ordre social et l'inclusion. Est-ce que vous suggérez que tant que nous sommes au clair sur l'équilibre entre les sources légitimes et illégitimes, ou que nous avons éliminé les raisons illégitimes, nous devons laisser les répercussions négatives de côté ? Ou suggérez-vous au contraire que la politique doit parer à ces répercussions négatives ?

Richard Cooper, Professeur d'économie à l'université d'Harvard

Attribuer les répercussions négatives aux inégalités relève probablement d'une erreur d'analyse. Je ne tiens pas à généraliser à outrance mais, dans de nombreux cas, ces répercussions négatives ont à voir avec un sens d'injustice et d'illégitimité plutôt qu'avec la notion d'inégalité en tant que telle. J'aimerais faire la différence dans l'analyse des conséquences. Nous attribuons certains problèmes aux inégalités parce qu'elles constituent ce que nous mesurons, tandis que les origines sont plus profondes que les inégalités et portent sur la notion de justice, qui renvoie ainsi à la question de la légitimité.